

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-08 du 28 février 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche publie un mémorandum présidentiel visant à « défendre les entreprises et les innovateurs américains contre l'extorsion étrangère et les amendes et sanctions injustes »
2. La Maison Blanche publie un mémorandum présidentiel visant à orienter la revue des mécanismes américains de contrôle des investissements entrants et sortants
3. Le Bureau du représentant américain au Commerce publie deux appels à commentaires, sur les pratiques commerciales « injustes et non réciproques » ainsi que sur la construction navale

Climat – énergie – environnement

4. Transition énergétique : record de fermetures de centrales en 2025 et montée en puissance des renouvelables
5. L'Agence de Protection de l'environnement (EPA) approuve la demande de la Virginie occidentale de réglementer la capture carbone, renforçant le « fédéralisme coopératif ».

Transport et infrastructure

6. L'agence fédérale des transports ferroviaires initie un examen de conformité du projet de liaison à grande vitesse californienne
7. Le Secrétaire aux Transports annonce un plan pour stimuler le recrutement de contrôleurs aériens

Industrie

8. Apple annonce 500 Md\$ d'engagements financiers aux États-Unis sur quatre ans

Distribution et divertissement

Brèves

Numérique et innovation

9. Microsoft demande un assouplissement des restrictions sur l'exportation de puces d'IA
10. La FTC lance un appel à commentaires sur la modération de contenus des plateformes numériques
11. Mark Meador défend sa vision de la FTC lors de son audition de confirmation au Sénat

Santé

12. Eli Lilly annonce 27 Md \$ d'investissements supplémentaires aux États-Unis
13. L'administration Trump réévalue les financements aux vaccins à base d'ARN messager

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche publie un mémorandum présidentiel visant à « défendre les entreprises et les innovateurs américains contre l'extorsion étrangère et les amendes et sanctions injustes »

Le 21 février, la Maison-Blanche a publié un [mémorandum présidentiel](#) (« *Defending American Companies and Innovators From Overseas Extortion and Unfair Fines and Penalties* ») accompagné d'une [factsheet](#), annonçant l'intention de l'administration « d'envisager des mesures compensatoires » (dont des droits de douane ou des mesures fiscales) sur les pays imposant des taxes et autres mesures jugées discriminatoires à l'égard d'entreprises américaines (dont des normes, amendes et pénalités « injustes »). Le mémorandum enjoint l'administration de prendre en compte : (i) « les taxes imposées aux entreprises américaines par des gouvernements étrangers, y compris celles susceptible d'être discriminatoires », (ii) « les réglementations imposées aux entreprises américaines par des gouvernements étrangers pouvant entraver leur croissance ou opérations », (iii) « tout acte politique ou pratique qui pourrait conduire une entreprise américaine à compromettre sa propriété intellectuelle », (iv) « tout autre acte, politique ou pratique qui affaiblirait la compétitivité mondiale des entreprises américaines ». Sont également mentionnés les obstacles à la circulation des données, les exigences de financement de la production audiovisuelle locale ou des infrastructures internet locales par les opérateurs américains de streaming. La *factsheet* renvoie aux stipulations des chapitres sur le commerce numérique de l'accord avec le Japon et l'USMCA comme références. Une enquête est également lancée pour déterminer si un acte/politique de tout pays de l'UE ou du Royaume-Uni aurait pour effet « d'exiger ou d'inciter l'utilisation ou le développement de produits ou services d'entreprises américaines » d'une manière qui (i) porterait atteinte à la liberté d'expression et à l'engagement politique ou (ii) conduirait à la « modération de contenus » et de proposer – le cas échéant – des mesures correctives.

2. La Maison Blanche publie un mémorandum présidentiel visant à orienter la revue des mécanismes américains de contrôle des investissements entrants et sortants

Le 21 février, la Maison Blanche a publié un [mémorandum présidentiel](#) (« *America First Investment Policy* ») visant à orienter la revue des mécanismes américains de contrôle des investissements entrants et sortants. Le mémorandum est accompagné d'une [factsheet](#). Concernant les investissements entrants, le mémorandum concilie un objectif d'attractivité des capitaux étrangers avec une volonté de mieux prévenir les investissements entrepris par des pays « adversaires [...] pour obtenir des technologies de pointe, de la propriété intellectuelle ou un levier dans les industries stratégiques ». Pour faciliter les investissements étrangers aux Etats-Unis, le mémorandum enjoint notamment l'administration à (i) « encourager

les investissements non contrôlant (« *passive investment* ») provenant d'investisseurs étrangers », (ii) mettre en place un processus de type « *fast-track* », basé sur des critères objectifs, « afin de faciliter l'investissement provenant de certaines sources alliées et partenaires dans les entreprises américaines impliquées dans les technologies avancées et d'autres secteurs importants », (iii) accélérer les examens environnementaux pour tout investissement supérieur à 1 Md\$. Concernant les investissements sortants à destination de la Chine, le mémorandum annonce l'intention de l'administration de faire « usage de tous les instruments juridiques nécessaires pour décourager l'investissement des *US persons* dans le secteur militaro-industriel chinois ». A ce titre, le document enjoint l'administration d'examiner « si l'ordre exécutif [14105](#) inclut des contrôles suffisants pour répondre aux menaces à la sécurité nationale ».

3. Le Bureau du représentant américain au Commerce publie deux appels à commentaires, sur les pratiques commerciales « injustes et non réciproques » ainsi que sur la construction navale

Le 20 février, le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a [publié](#) un appel à commentaires ouvert jusqu'au 11 mars, au sujet des pratiques commerciales « injustes et non réciproques ». L'USTR a entrepris cet examen dans le cadre de la mise en œuvre des mémorandums présidentiels « *America First Trade Policy* » et « *Reciprocal Trade and Tariffs* ». Ces commentaires permettront de nourrir les recommandations de « mesures correctives » qui seront présentées au Président. L'USTR demande entre autres aux commentateurs de quantifier le préjudice – « y compris le coût réel ou le coût d'opportunité » – et d'identifier les barrières et pratiques dans « les plus grandes économies commerciales, telles que les pays du G20 », ainsi que dans les « économies qui enregistrent les plus importants déficits (sic) commerciaux de biens avec les États-Unis. »

Le 21 février, l'USTR a [publié](#) un autre appel à commentaires concernant « ses propositions d'actions dans le cadre de l'enquête initiée en vertu de la section 301 sur le ciblage par la Chine des secteurs maritime, logistique et de la construction navale à des fins de domination ». Afin « d'éliminer les actes, pratiques et politiques chinoises et au vu du pouvoir de marché de la Chine sur l'approvisionnement, l'établissement des prix et l'accès à l'échelle mondiale dans les secteurs maritime, logistique et de la construction navale », la notice [publiée](#) au registre fédéral ce jour propose entre autres « l'imposition de certains frais et restrictions aux services de transport maritime international liés aux opérateurs de transport maritimes chinois et aux navires construits en Chine, ainsi que la promotion du transport de biens américains par des vaisseaux américains ».

Brèves

- Le 24 février, le Secrétaire au Trésor Scott Bessent s'est [entretenu](#) avec le ministre de l'Economie et des Finances Eric Lombard, pour échanger sur « les priorités économiques et de

sécurité nationale communes ». A cette occasion, les deux hommes ont souligné l'importance de maintenir la relation transatlantique franco-américaine.

- Le 25 février, D. Trump a [signé](#) un décret présidentiel enjoignant le Département du Commerce d'ouvrir une enquête sur les importations de cuivre (et ses produits dérivés) en vertu de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962. Aux termes de la Section 232, le Département du Commerce devra mener son enquête sur les risques de sécurité nationale dans un délai de 270 jours. Celle-ci aboutira à un rapport envoyé à la Maison-Blanche contenant des recommandations que D. Trump pourra appliquer ou modifier.
- Le 26 février, le Sénat a [confirmé](#) J. Greer pour le poste d'USTR avec 56 voix contre 43 [voir [Brèves sectorielles du 7 février 2025](#)].
- Le 24 février, le Département du Trésor a [sanctionné](#) plus de 30 individus et vaisseaux, répartis sur plusieurs juridictions dont les EAU, Hong-Kong, l'Inde, la Chine, pour leur rôle d'intermédiaire dans la vente et le transport de produits dérivés du pétrole iranien. Ces mesures constituent la deuxième série de sanctions appliquées en vertu du mémorandum présidentiel visant à appliquer « une pression maximale » sur le gouvernement iranien [Voir [Brèves sectorielles du 7 février 2025](#)].
- Le 27 février, le Secrétaire au Trésor S. Bessent a [annoncé](#) la nomination de John Hurley comme « sous-secrétaire pour le terrorisme et l'intelligence financière ».

Climat – énergie – environnement

4. Transition énergétique : record de fermetures de centrales en 2025 et montée en puissance des renouvelables

Le 25 février, l'Agence d'Information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) que les producteurs américains d'électricité prévoient de retirer 12,3 GW de capacité, marquant une augmentation de 65% par rapport aux retraits opérés en 2024, où seulement 7,5 GW avaient été retirés, le chiffre le plus bas depuis 2011. Ce retrait important reflète une accélération dans la transition énergétique, avec une attention particulière sur la fermeture des centrales au charbon, qui représentent la part la plus significative de ces retraits, avec 8,1 GW, soit 66% du total prévu. Les centrales au gaz naturel verront également des fermetures importantes, représentant 2,6 GW de capacité, soit 0,5% de la capacité totale en place. Ces fermetures concerneront principalement des turbines à gaz à cycle simple, moins efficaces que les turbines à cycle combiné. Concernant les centrales au pétrole, qui représentent environ 2,3% de la capacité de production d'électricité aux États-Unis, 1,6 GW de capacité devraient être fermés.

Parallèlement à ces fermetures, l'EIA a [signalé](#) que les États-Unis prévoient d'ajouter 63 GW de nouvelle capacité de production

d'électricité à grande échelle en 2025, soit une augmentation de près de 30% par rapport à 2024, où 48,6 GW avaient été installés. Ces ajouts seront dominés par l'énergie solaire et le stockage par batteries, qui représenteront ensemble 81% des nouvelles capacités, l'énergie solaire à elle seule représentant plus de 50% de cette augmentation soit 32,5 GW, poursuivant ainsi la tendance observée en 2024, où 30 GW avaient été installés. Les principaux contributeurs à cette expansion seront le Texas (11,6 GW) et la Californie (2,9 GW). Une croissance record de la capacité de stockage par batteries est attendue en 2025, avec 18,2 GW prévus. En 2024, 10,3 GW de capacité de stockage avaient déjà été installés, marquant une étape significative vers une gestion plus flexible du réseau. La capacité éolienne devrait augmenter de 7,7 GW en 2025, un chiffre supérieur aux 5,1 GW ajoutés en 2024. Les États du Texas, du Wyoming et du Massachusetts représenteront près de la moitié de ces ajouts. Deux grandes centrales éoliennes offshore devraient également entrer en service en 2025. Enfin, 4,4 GW de nouvelles capacités au gaz naturel sont prévus, dont une grande partie proviendra de turbines à combustion à cycle simple (50%) et de blocs d'énergie à cycle combiné (36%). Les principaux projets incluent le projet Intermountain Power (840 MW) en Utah et le projet Magnolia Power (678,7 MW) en Louisiane, visant à remplacer des capacités au charbon par du gaz naturel.

5. L'Agence de Protection de l'environnement (EPA) approuve la demande de la Virginie occidentale de réglementer la capture carbone, renforçant le « fédéralisme coopératif ».

Le 18 février, l'Agence de Protection de l'environnement (EPA) a [approuvé](#) la demande de la Virginie-Occidentale visant à obtenir la primauté sur la régulation des puits de classe VI selon le Safe Drinking Water Act, destinés au stockage du dioxyde de carbone (CO₂) dans les formations rocheuses profondes. Selon le communiqué cette décision marque une avancée significative dans la politique de « fédéralisme coopératif » (*cooperative federalism*), une approche selon laquelle les États fédérés se voient déléguer des responsabilités traditionnellement exercées par le gouvernement fédéral. Avec cette décision, la Virginie-Occidentale devient le quatrième État à obtenir cette autorité depuis 2018.

La signature de ce règlement s'est faite en présence de M. Zeldin, Administrateur de l'EPA, M. Burgum, Secrétaire à l'Intérieur, de la sénatrice Shelley Moore Capito et du gouverneur Patrick Morrisey.

M. Zeldin a indiqué à cette occasion que « pour alimenter le grand retour américain, nous devons produire plus d'énergie ici même aux États-Unis, ce qui nécessite un fédéralisme coopératif et une réforme des permis ». Il s'est dit « fier de signer ce règlement qui donne à la Virginie-Occidentale l'indépendance dont elle a besoin pour délivrer des autorisations et se réglementer elle-même, tout en œuvrant à la protection de notre environnement et de notre eau potable ».

M. Burgum a déclaré quant à lui que c'était « un grand jour pour l'Amérique parce que nous déléguons à nouveau la responsabilité aux États, là où elle appartient et où elle peut être exécutée de

manière responsable. Dans l'administration Trump, nous allons nous concentrer sur l'innovation, et non sur la réglementation, pour résoudre les problèmes. »

Brèves

- Le 21 février, le secrétaire d'État Marco Rubio a [échangé](#) avec le ministre ouzbek des Affaires étrangères Bakhtiyor Saidov pour réaffirmer le soutien des États-Unis à l'indépendance et la souveraineté de l'Ouzbékistan. Ils ont discuté du renforcement de la coopération diplomatique notamment afin d'explorer des opportunités d'investissement mutuel dans les minéraux critiques et l'énergie nucléaire civile américaine.
- Le 20 février, l'Agence d'Information sur l'énergie (EIA) a [analysé](#) les dépenses énergétiques résidentielles qui ont augmenté en raison de l'hiver plus froid et des prix de l'énergie plus élevés. Les prévisions d'octobre 2024 ont été révisées à la hausse en raison de températures plus basses et d'une consommation plus importante. En janvier 2025, la demande accrue de gaz naturel et de propane a entraîné des hausses de prix et une baisse des stocks de propane, avec des prix de gros augmentant plus rapidement que prévu.

Transport et infrastructure

6. L'agence fédérale des transports ferroviaires initie un examen de conformité du projet de liaison à grande vitesse californienne

Le 20 février, l'agence fédérale des transports ferroviaires (FRA), au sein du Département des Transports (DoT), a [annoncé](#) le lancement d'un examen de conformité du projet de liaison à grande vitesse entre San Francisco et Los Angeles, au titre des programmes de soutien fédéral supervisés par la FRA dont ce projet est bénéficiaire.

Le communiqué du DoT pointe que le projet, porté par l'autorité californienne CHSRA (California High Speed Rail Authority), était initialement prévu pour s'achever en 2020 et coûter 33 Md\$, mais que les dernières estimations tablent à présent sur un coût de 106 Md\$, « soit plus de trois fois le montant estimé originellement ». Il souligne également qu'un rapport récent du Bureau de l'Inspecteur général de la CHSRA notait, pour le premier tronçon du projet entre Merced et Bakersfeld, la persistance d'un déficit de financement d'au moins 6,5 Md\$, « en dépit de la contribution de plus de 4 Md\$ que la Californie doit recevoir de l'administration Biden », et que ce premier tronçon ne serait vraisemblablement pas achevé d'ici 2033. Le communiqué indique également que le CHSRA Peer Review Group (une entité indépendante mise en place par la législature de l'Etat de Californie pour évaluer les plans, notamment financiers, de la CHSRA), rapportait en mars 2023 « un déficit de financement de 92,6 à 103,1 Md\$ entre les coûts estimés et les financements connus

de l'État [de Californie] et du gouvernement fédéral » pour l'ensemble de la liaison entre San Francisco et Los Angeles.

Soulignant que « la lenteur d'avancement de la CHSRA contraste avec le travail impressionnant de Brightline West pour construire un système de train à grande vitesse [...] qui doit entrer en service entre la région de Los Angeles et Las Vegas en 2028 », le communiqué indique que l'examen « détaillé » conduit par la FRA permettra de déterminer si la CHSRA a « pleinement rempli ses obligations en vertu des conditions d'attribution des subventions » administrées par la FRA. Le Secrétaire aux Transports S. Duffy a déclaré que « si cela [n'était] pas le cas, [il devrait] considérer si cet argent pourrait être attribué à des projets méritants ailleurs aux États-Unis ».

7. Le Secrétaire aux Transports annonce un plan pour stimuler le recrutement de contrôleurs aériens

En visite à l'académie de l'Administration fédérale de l'aviation (FAA Academy) un centre de formation majeur de la FAA à Oklahoma City, le Secrétaire aux Transports S. Duffy a [annoncé](#) un plan pour stimuler (« supercharge ») le recrutement de contrôleurs aériens. Visant à rendre le processus plus « efficace » et plus « abordable financièrement », ce plan se compose des mesures suivantes :

- Relever la barre en matière de sécurité, en recrutant « les meilleurs » à travers un processus « basé sur le mérite » (*merit-based*) ;
- Augmenter les salaires d'entrée de 30 % pour les candidats admis à la FAA Academy ;
- Simplifier (*streamline*) le recrutement pour améliorer l'efficacité en passant du processus actuel de la FAA en 8 étapes à un processus en 5 étapes, ce qui raccourcira ce processus de 4 mois.

Il est précisé qu'après avoir accompli avec succès leur passage à la FAA Academy, les stagiaires seront affectés dans différentes installations à travers le pays pour travailler aux côtés de contrôleurs aériens expérimentés en vue de leur certification.

Déclarant que « [la] pénurie de personnel [de contrôleurs aériens] est un défi connu depuis plus d'une décennie », S. Duffy a affirmé que « [cette] administration était engagée à la résoudre » et que « le nouveau processus d'embauche simplifié [n'était] que la première étape pour mettre en œuvre le programme du président Trump visant à donner la priorité à la sécurité du peuple américain et à moderniser le gouvernement fédéral ».

Industrie

8. Apple annonce 500 Md\$ d'engagements financiers aux États-Unis sur quatre ans

Apple a [annoncé](#) le 24 février vouloir dépenser et investir plus de 500 Md\$ aux États-Unis durant les quatre prochaines années. Ce

montant recouvre à la fois des dépenses d'investissement et des engagements auprès des fournisseurs d'Apple. L'entreprise prévoit ainsi l'embauche de 20 000 personnes dans les 4 ans dont la grande majorité se concentrera sur la R&D, l'ingénierie pour les semi-conducteurs, le développement de logiciels, l'IA et le *machine learning*. Apple prévoit en outre l'ouverture d'une usine à Houston au Texas avec d'autres partenaires pour produire des serveurs destinés à Apple Intelligence, le système d'intelligence artificielle de l'entreprise. Apple prévoit par ailleurs le doublement de son fonds américain pour « l'Advanced Manufacturing » qui passe de 5 à 10 Md\$ pour des actions de formation et des participations dans des entreprises manufacturières. La firme comptabilise également dans ses engagements ses achats auprès de milliers de fournisseurs aux Etats-Unis, l'infrastructure et les centres de données pour Apple Intelligence, les installations de l'entreprise et les productions Apple TV+.

Brèves

- Intel a [dévoilé](#) le 24 février une nouvelle génération de microprocesseurs destinés aux data centers, Xeon 6, qui visent à améliorer les performances de calcul pour l'IA et l'efficacité énergétique des centres de données.

Distribution et divertissement

Brèves

- Starbucks a [annoncé](#) le 24 février le licenciement de 1100 employés de bureau et la suppression de plusieurs centaines de postes non pourvus. Le CEO de Starbucks Brian Niccol, arrivé à la tête de l'entreprise en septembre dernier, a ainsi pour objectif de restructurer les équipes pour gagner en efficacité.

Numérique et innovation

9. Microsoft demande un assouplissement des restrictions sur l'exportation de puces d'IA

Le 27 février, Brad Smith, président de Microsoft, a [exhorté](#) l'administration Trump à modifier l'« *AI Diffusion rule* » (en référence au « [Framework for AI Diffusion](#) », adopté par l'administration Biden le 15 janvier 2025). Il a déclaré que cette règle « donne à la Chine un avantage stratégique » en restreignant l'accès des marchés « essentiels à la croissance de l'IA » aux technologies américaines.

Smith a précisé que la réglementation place plaçait plusieurs « amis » des États-Unis dans une catégorie « de seconde classe » (*Tier Two Category*), citant la Suisse, la Pologne, la Grèce, Singapour, l'Inde, l'Indonésie, Israël, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Il a

affirmé que ces restrictions créaient une incertitude pour les clients, les incitant potentiellement à se tourner vers d'autres fournisseurs.

Smith a rappelé l'intention de Microsoft d'investir 80 Mds\$ dans les infrastructures d'IA en 2025, dont plus de la moitié aux États-Unis. Il a estimé que la capacité à exporter des services technologiques et à construire des infrastructures à l'étranger est « essentielle pour la compétitivité américaine ».

10. La FTC lance un appel à commentaires sur la modération de contenus des plateformes numériques

Le 20 février, la Federal Trade Commission (FTC) a [lancé](#) un appel à commentaires intitulé « *FTC Inquiry into Big Tech Censorship* », visant à examiner les pratiques des plateformes numériques pouvant conduire à restreindre ou altérer l'accès des utilisateurs à certains services en fonction de leurs discours ou affiliations. L'agence sollicite des contributions du public jusqu'au 21 mai, afin d'évaluer si les pratiques de bannissement, « *shadow banning* » et démonétisation peuvent relever de restrictions anticoncurrentielles ou constituer des violations des droits des consommateurs.

Le président de la FTC, Andrew Ferguson, a [déclaré](#) dans une interview à Fox News que cette enquête vise à déterminer si certaines entreprises technologiques auraient enfreint la loi en « réduisant au silence et en intimidant les Américains pour avoir exprimé leurs opinions ».

11. Mark Meador défend sa vision de la FTC lors de son audition de confirmation au Sénat

Le 25 février, Mark Meador, nommé par le président Donald Trump pour siéger à la Federal Trade Commission (FTC), a été [auditionné](#) par la commission du Sénat sur le commerce, la science et les transports.

Il a plaidé lors de son audition pour un recentrage de l'action de la FTC sur le droit de la concurrence, en insistant sur la nécessité de mettre en place un cadre prévisible pour les entreprises. Il a également affirmé que la FTC devait se concentrer sur la lutte contre la fraude en ligne, la protection des données personnelles et les pratiques trompeuses liées à l'IA.

S'agissant de la modération des contenus en ligne, il a soutenu l'enquête en cours de la FTC sur les pratiques des plateformes (voir *supra*), jugeant que certaines pourraient constituer des pratiques anticoncurrentielles. Il a également déclaré vouloir renforcer la coopération avec le Department of Justice (DoJ), tout en soutenant l'indépendance de la FTC.

12. Eli Lilly annonce 27 Md \$ d'investissements supplémentaires aux Etats-Unis

Le groupe pharmaceutique Eli Lilly a [annoncé](#) le 25 février qu'il avait l'intention de multiplier par plus de deux ses investissements prévus aux Etats-Unis depuis 2020, pour atteindre un total de plus de 50 Md \$. L'annonce par le PDG du groupe, Dave Ricks, est [survenue](#) à Washington, lors d'une conférence de presse tenue en la présence du Secrétaire au Commerce Howard Lutnick, qui s'est félicité de la nouvelle : « Eli Lilly fait exactement ce que le Président espère voir se produire, c'est-à-dire investir des dizaines de milliards de dollars en Amérique », a-t-il déclaré. Les nouveaux investissements, d'un montant de 27 Md \$, devraient générer 3000 emplois répartis sur quatre nouveaux sites ; trois consacrés à la production de principes actifs et un consacré à la production de thérapies injectables. D. Ricks a présenté ces investissements comme un moyen de réduire la « dépendance [de l'entreprise] vis-à-vis des fournisseurs étrangers » et de mieux contrôler sa chaîne d'approvisionnement. Le PDG a toutefois aussi souligné que la reconduction des réductions d'impôts du Tax Cuts and Jobs Act (TCJA), adoptées en 2017 et qui expirent à la fin de l'année 2025, était « fondamentale » dans la décision d'investissement de l'entreprise. D. Ricks a déclaré qu'alors que les menaces de droits de douane constituaient un « bâton » utilisé par l'Administration pour encourager les entreprises à relocaliser leurs activités aux Etats-Unis, la « réforme fiscale » représentait quant à elle la « carotte » sans laquelle l'Administration « n'obtiendra[it] pas ce qu'elle souhait[ait] ». Le Financial Times a aussi [observé](#) que D. Ricks faisait partie de la délégation de dirigeants du secteur pharmaceutique auxquels D. Trump [aurait dit](#) lors d'un entretien la semaine dernière qu'ils devraient rapatrier leurs capacités de production aux Etats-Unis s'ils ne voulaient pas subir des droits de douane.

13. L'administration Trump réévalue les financements aux vaccins à base d'ARN messenger

Bloomberg a [rapporté](#) le 26 février que le Département de la Santé et des Services sociaux (HHS) serait en train de réévaluer un contrat de 590 M \$ accordé par l'Administration Biden au groupe pharmaceutique Moderna pour le développement de vaccins contre la grippe aviaire. Selon la presse, cette révision ferait partie d'un examen plus vaste des dépenses consacrées aux vaccins à base d'ARN messenger, technologie utilisée par les vaccins de Moderna et d'autres entreprises pharmaceutiques contre la grippe aviaire aussi bien que contre la Covid-19. Cette décision survient dans un contexte d'épidémie de grippe aviaire touchant les populations de volailles et de bovins, avec également plusieurs dizaines de cas de transmission du virus à l'homme. Un porte-parole d'HHS a indiqué dans un courriel à la presse que « quoiqu'il soit crucial que [le Département] soutienne la préparation à une pandémie, quatre années de surveillance ratée de l'administration Biden [avaient]

rendu nécessaire la révision des accords de production de vaccins ». Selon la presse, l'administration Biden avait accordé le contrat à Moderna le 17 janvier, afin notamment d'aider l'entreprise à mener deux études de phase 3 de son vaccin ARN messenger contre différentes souches de grippe aviaire. Suite à la publication de Bloomberg, le cours de l'action de Moderna a chuté de 4% le matin du 27 février.

Brèves

- Le 21 février, une juge fédérale a [décidé](#) en référé de prolonger la décision de blocage des coupes dans le financement de la recherche médicale qui avaient été annoncées le 7 février dernier par *National Institutes of Health* (NIH) [voir [Brèves sectorielles du 14 février 2025](#)] jusqu'à temps que le litige soit jugé au fond.
- Le 24 février, la presse a [rapporté](#) que « la plupart, sinon tous » les membres du personnel de la Food and Drug Administration (FDA) travaillant dans le domaine des dispositifs médicaux qui avaient été licenciés quelques jours auparavant [voir [Brèves sectorielles du 21 février 2025](#)] avaient finalement vu leurs licenciements annulés.
- Le 25 février, à l'occasion de la remise d'un rapport annuel à la Securities and Exchange Commission (SEC), le groupe pharmaceutique Merck a [déclaré](#) qu'il s'attendait à ce que le gouvernement américain sélectionne son traitement phare contre le cancer, Kaytruda, dans de prochaines phases de négociation sur le plafonnement des prix des médicaments prévues par l'Inflation Reduction Act (IRA).
- Le 25 février, l'entreprise de dispositifs médicaux Thermo Fisher a [annoncé](#) avoir conclu un accord en vue de l'acquisition des activités de purification et de filtration de Solventum, pour un montant d'environ 4,1 Md \$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)